

Au Neubourg, les enseignants du collège mobilisés contre le « choc des savoirs »

Mardi 6 février 2024, le collège Pierre-Corneille du Neubourg (Eure) comptait environ 50 % de grévistes parmi les enseignants.



Une quinzaine d'enseignants du Neubourg se sont déplacés à Rouen pour manifester leur opposition au « choc des savoirs ».

La colère est toujours aussi forte au sein du collège Pierre-Corneille du Neubourg (Eure). Mardi 6 février 2024, l'établissement comptait environ 50 % de grévistes parmi les enseignants. Une quinzaine d'entre eux se sont rassemblés devant les grilles du collège.

[Au Neubourg, les enseignants du collège en grève](https://panorapresse.ouest-france.fr/dossiers/21402/article/588c96c0-c519-11ee-a97a-0000039db229)

Ils se sont ensuite dirigés vers Rouen pour participer à la manifestation qui y était organisée, où près de 600 personnes ont défilé jusqu'au rectorat. Trois syndicats avaient appelé à la grève,

SNES-FSU, Sud Éducation et CGT Éducation.

« Relever le niveau des élèves »

Les organisations syndicales entendaient se mobiliser autour de la question des salaires, mais aussi pour s'opposer à l'application des mesures du « choc des savoirs », lancé par le Premier ministre Gabriel Attal pour « relever le niveau des élèves » et qui doivent entrer en vigueur à la rentrée scolaire de septembre 2024.

[Assemblée nationale : Gabriel Attal affronte sa première motion de censure](#)

Les enseignants s'opposent particulièrement à la mise en place de groupes de niveau en français et en mathématiques en 6e et 5e, en attendant les 4e et 3e à la rentrée 2025.

Une incidence sur la scolarité des collégiens

Une motion sera déposée pour le collège Pierre-Corneille, qui sera communiquée lors du prochain conseil d'administration de l'établissement. « Ce sont pas moins de 17 heures hebdomadaires qui seraient prises au détriment d'autres disciplines, avec, parmi d'autres, suppression de groupes de langues et de sciences et surtout perte quasi totale des groupes d'accompagnement personnalisé en demi classe pour les élèves en difficulté », peut-on notamment lire.

De plus, la motion souligne que « le tri scolaire et donc social des élèves commencera dès la 6e... et se terminera avec l'examen du DNB [Diplôme national du Brevet], désormais érigé en barrage pour le passage en seconde. »

Le conseil d'administration boycotté

Les enseignants du collège vont demander une audience à la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) de Eure et au Conseil départemental, en vue d'obtenir plus de moyens et de budget.

Un conseil d'administration du collège était prévu ce mardi 6 février. Les enseignants et les parents d'élèves le boycotteront. Un nouveau conseil est d'ores et déjà prévu jeudi 8 février.